

# PROTÉGER Les CANADIENS CONTRE LES CIGARETTES À BAS PRIX

Consultations prébudgétaires  
Août 2017

**PHYSICIANS FOR A SMOKE-FREE CANADA**  
**COALITION QUÉBÉCOISE POUR LE CONTRÔLE DU TABAC**

## Le gouvernement fédéral devrait protéger la santé publique contre les cigarettes à bas prix en :

### 1) Augmentant les taxes sur le tabac

Accroître le prix des cigarettes à bas prix par l'augmentation des taxes sur le tabac est une option évidente et une approche entièrement étayée par des éléments probants et un consensus politique.

**Recommandation 1 :** Augmenter immédiatement la taxe fédérale sur le tabac (ou collaborer avec les provinces de manière à accroître collectivement les taxes) pour veiller à ce que les taxes combinées minimales (à l'échelle fédérale et provinciale) sur les cigarettes au **Canada soient d'au moins 0,40 \$ la cigarette** (80 \$ la cartouche). On peut également y arriver en retournant au système de taxe fédérale différentielle au Canada.

### 2) Intégrant le facteur santé dans la politique relative aux taxes sur le tabac.

À l'heure actuelle, il n'existe aucune obligation de prendre en compte l'incidence sur la santé lorsque l'on établit une politique relative aux taxes sur le tabac, et rien n'indique qu'il n'y ait des consultations entre Finances Canada et Santé Canada sur cette question. Finances Canada n'a pas consulté de façon significative les intervenants du secteur de la santé ni les experts en taxes sur le tabac.

**Recommandation 2A :** Modifier les lois concernant les taxes d'accise et les taxes sur le tabac, afin de tenir compte de l'incidence sur la santé au moment de fixer les taux de taxes.

**Recommandation 2B :** Les ministères responsables des finances devraient consulter les ministres de la santé avant d'établir les taux de taxe.

### 3) Abolissant la manipulation des prix et les autres pratiques qui jouent contre les effets des taxes sur le tabac.

Normaliser le prix des produits du tabac pourrait éliminer complètement la concurrence sur les prix et protéger la population contre cette forme de promotion du tabac.

Combinée aux hausses de taxes, la normalisation des prix pourrait internaliser les coûts publics associés au tabac et permettre de s'attaquer aux profits excessifs de l'industrie du tabac.

**Recommandation 3A :** Normaliser les prix locaux des cigarettes et autres produits du tabac combustibles dans chaque administration (tout en autorisant les taxes ou droits provinciaux ou municipaux). Cette mesure devrait de préférence être appliquée de manière à coïncider avec l'introduction de la banalisation et de la normalisation de l'emballage.

**Recommandation 3B :** Mettre en place un système de surveillance du prix des cigarettes à l'échelle locale (par exemple au moyen de machines de surveillance des ventes obligatoires dans chaque magasin), et diffuser les données en résultant aux fins d'analyse de la santé publique.

### 4) Utilisant les nouveaux revenus engendrés par les taxes pour lutter contre les obstacles aux bonnes politiques en matière de taxe sur le tabac.

La solution au problème du commerce illicite des produits du tabac au Canada exige une collaboration constructive entre les communautés autochtones et les autres gouvernements canadiens, ainsi que la volonté

d'investir dans une mesure qui s'attaque aux conditions stimulant la contrebande.

**Recommandation 4A :** Affecter les revenus supplémentaires liés à la hausse proposée des taxes (estimés à plus de 2 milliards de dollars) à des programmes visant à éliminer progressivement la contrebande, à réduire l'usage du tabac et à améliorer l'équité sociale et en matière de santé.

**Recommandation 4B :** Collaborer avec les détaillants et autres intervenants afin d'établir d'autres modèles commerciaux, incitatifs économiques et gratifications qui pourraient servir à inciter le secteur à appuyer les efforts de réduction du tabagisme.

### **5) Appliquant le principe du pollueur-payeur**

Les redevances réglementaires imposées aux fabricants ont le potentiel d'assurer que les coûts de la lutte contre le tabagisme sont intégrés dans le prix des cigarettes. On peut trouver des exemples dans au moins deux

autres pays de l'OCDE – les États-Unis[1] et la France[2].

**Recommandation 5 :** Imposer des redevances réglementaires aux fabricants de produits du tabac s'élevant à 200 millions de dollars, les revenus engendrés par cette mesure étant affectés à un programme réglementaire complet de lutte contre le tabagisme au Canada, y compris un appui à des activités menées par d'autres paliers de gouvernement et des partenaires de la société civile.

Rajuster les prix pour tenir compte de l'inflation, ce qui représenterait une augmentation de 50 % par rapport aux engagements pris par le ministre des Finances, Paul Martin, en avril 2001, en ce qui a trait au financement fédéral de la lutte contre le tabagisme.

Les revenus associés à ces redevances réglementaires pourraient servir à honorer l'engagement gouvernemental en vue de diminuer la prévalence du tabagisme à moins de 5 % d'ici 2035.

## **Les taxes sur les produits du tabac constituent un outil essentiel en matière de santé publique**

Le tabagisme est la principale cause évitable de décès et de maladie du Canada, étant responsable d'environ un décès sur cinq et du tiers des coûts d'hospitalisation complète.[3] Il s'agit du plus grand facteur de risque pour les trois premières causes de décès au Canada : le cancer, les maladies cardiovasculaires et les maladies respiratoires.[4]

Parmi les politiques les plus dissuasives que les gouvernements peuvent adopter pour réduire le tabagisme figure l'augmentation du prix des produits du tabac par l'application d'augmentations régulières des taxes sur le tabac. Les enfants, les adolescents et les consommateurs à faible revenu sont ceux qui sont les plus sensibles aux prix et qui, par conséquent, bénéficieraient le plus de ces politiques. La hausse des taxes sur les produits du tabac contribuera à réduire les disparités au niveau du taux de tabagisme entre les Canadiens à faible revenu et à revenu élevé.

### **Le gouvernement fédéral a permis aux compagnies de tabac de saper la politique en matière de taxes sur les produits du tabac.**

L'actuelle politique à taxe réduite du gouvernement fédéral trouve son origine dans les baisses appliquées dans les années 1990.

Les campagnes ultérieures menées par l'industrie du tabac ont mis l'accent sur les craintes générées par les cigarettes de contrebande afin de donner l'impression que le commerce illicite était plus important qu'en réalité.

Des chercheurs non associés à cette industrie ont conclu que la contrebande était un problème – mais pas un problème disproportionné par rapport au commerce illicite d'autres produits ou aux ventes des produits du tabac dans d'autres pays. [5] [6] [7]

Dans les derniers mois, un document interne de la société mère d'Imperial Tobacco Canada, British American Tobacco, ayant fait l'objet d'une fuite, a révélé sans l'ombre d'un doute la mauvaise foi de cette entreprise dans ses efforts visant à attiser la peur de la contrebande : « Keeping the contraband issue alive » constituait un bon moyen de freiner la réglementation et les hausses de taxes.[8]

### **Les taxes fédérales sur les produits du tabac ont à peine suivi l'évolution de l'inflation.**

Le coût réel des cigarettes a à peine augmenté au cours des deux dernières décennies, en dépit du fait que les hausses de taxes imposées depuis 1994 ont permis d'atteindre un taux de taxe nominal sur les cigarettes supérieur au niveau de 1993 à la grandeur du Canada, même dans la province la moins taxée (Québec). Au cours des 17 dernières années, la taxe fédérale sur le tabac s'est accrue de presque 40 % (passant de 7,9 à 10,8 cents la cigarette), mais la hausse des taxes fédérales au cours des 15 dernières années est inférieure à un tiers de cent la cigarette si l'on tient compte de l'inflation.

L'absence de politique de taxe et de prix axée sur la santé a rendu les cigarettes plus abordables.

L'International Tobacco Control Project a établi que le Canada était l'un des deux seuls pays membres de l'OCDE ayant participé à l'enquête dont l'abordabilité avait augmenté de 2002 à 2010.[9]

### **Le faible taux de taxation a permis à l'industrie d'accroître ses profits.**

L'information communiquée par les détaillants de l'Ontario a permis d'apprendre que depuis l'été 2015, chacun des grands fabricants de produits du tabac avait augmenté ses prix. Au cours de la période visée de 22 mois, les augmentations de prix de la plupart des marques, comme le montre le tableau 2, ont dépassé 6 \$ la cartouche.

Selon les données nationales avant 2017 diffusées par Santé Canada, les hausses de prix décidées par l'industrie ont engendré des revenus supplémentaires s'élevant à 1 milliard de dollars en 2015-2016. [10]

Si cette hausse des prix avait été due aux taxes, ces revenus supplémentaires auraient servi l'intérêt public (ou seraient retournés dans les poches des consommateurs à faible revenu sous la forme d'économies ou de programmes sociaux).

Les hausses de prix des fabricants ne profitent pas autant à la santé que les hausses de taxes car elles visent à minimiser l'impact sur les ventes. Les augmentations de prix décidées par l'industrie sont mises en place progressivement sur une période de quelques mois afin d'éviter le type de « choc » provoqué par une hausse de taxe soudaine et substantielle. De plus, le secteur peut choisir les marques (prix plus élevé) qui serviront à générer de nouveaux revenus et celles (prix plus bas) qui contribueront à conserver la clientèle sensible au prix.

**Hausses de prix décidées par les principaux fabricants de produits du tabac en Ontario, août 2015 à juin 2017.[11]**

	Catégorie de prix	Août 2015	Décembre 2015-Janvier 2016	Mai – juin 2016	Décembre 2016	Juin 2017	Total
ITL- Du Maurier	<i>Élevé</i>	1,00 \$	1,00 \$	1,00 \$	1,25 \$	2,00 \$	6,25 \$
ITL-Matinée	<i>Moyen</i>	2,00 \$	1,50 \$	1,50 \$	1,50 \$	2,00 \$	8,50 \$
ITL-Pall Mall Red	<i>Bas</i>	1,00 \$	1,50 \$	0 \$	1,50 \$	2,00 \$	6,00 \$
RBH-Craven A	<i>Élevé</i>	2,00 \$	1,50 \$	1,50 \$	1,00 \$	2,00 \$	8,00 \$
RBH-Accord	<i>Moyen</i>	1,50 \$	1,00 \$	0 \$	1,00 \$	2,00 \$	5,50 \$
RBH-Philip Morris	<i>Bas</i>	1,50 \$	1,50 \$	1,50 \$	0 \$	2,00 \$	6,50 \$
JTIM-Export A	<i>Élevé</i>	1,00 \$	1,00 \$	1,00 \$	1,00 \$	1,50 \$	5,50 \$
JTIM-Vantage	<i>Moyen</i>	1,00 \$	1,50 \$	1,00 \$	1,00 \$	1,00 \$	5,50 \$
JTIM-Liggett Ducat	<i>Bas</i>	1,50 \$	1,50 \$	1,50 \$	0 \$	2,00 \$	6,50 \$

**Les compagnies de tabac manipulent les prix des produits du tabac afin de maintenir le prix de certaines marques artificiellement bas.**

Jusqu'à il y a un peu plus d'une décennie, les compagnies de tabac vendaient leurs différentes marques de cigarette au même prix, et également au même prix que leurs concurrents. Récemment, ils ont segmenté leur marché en différentes catégories de prix, transformant ainsi leur stratégie de commercialisation et de distribution de manière à mieux contrôler les prix auxquels les détaillants vendent leurs cigarettes.

Ainsi, ces entreprises peuvent proposer des cigarettes à bas prix aux fumeurs susceptibles de freiner leur consommation en raison de prix jugés trop élevés, et sont en mesure de récupérer les pertes de revenu en augmentant leurs profits avec des cigarettes plus chers capables d'attirer les fumeurs moins motivés par le prix.

Les fabricants de produits du tabac se servent par ailleurs de promotions pour contrecarrer les répercussions négatives des taxes. Contrairement à ces dernières, qui constituent une mesure « universelle » appliquée de manière égale à toutes les marques, les rabais peuvent cibler des groupes de consommateurs et des secteurs pendant certaines périodes.

Le 26 novembre 2016, le Québec est devenu la première province à interdire aux fabricants « d'offrir des ristournes, des gratifications ou toute autre forme d'avantage liés à la vente d'un produit du tabac ou à son prix de vente ».[12] Cette disposition ne mettra toutefois pas fin aux promotions, étant donné qu'elle n'exige pas des entreprises de fixer le même prix pour chaque détaillant ou de maintenir les mêmes prix d'une commande à l'autre. Par exemple, les fabricants peuvent légalement changer leurs prix d'une semaine à l'autre, et choisir avec quels détaillants ils veulent faire affaire, pour quelle période et à quel prix.

**La manipulation des prix diminue les avantages pour la santé que procurent les taxes sur le tabac**

Même si les données concernant le prix des cigarettes dans différentes communautés et différents secteurs sont régulièrement collectées par les fabricants afin de réaliser des études de marché, il n'existe pas de source d'information équivalente susceptible d'appuyer des recherches indépendantes sur les conséquences pour la santé publique des récentes différenciations de prix et de l'intensification de la concurrence sur les prix au Canada. En l'absence de données fiables, les photos d'archives d'étalages de cigarettes peuvent servir à suivre les dernières fluctuations.[13]

Cela nous révèle une faible hausse du prix des cigarettes vendues à bas prix, ainsi qu'une baisse de la partie non taxée du prix de vente. Si l'on tient compte de l'inflation, le coût de la marque la moins chère vendue aux fumeurs de l'Ontario et du Québec a légèrement diminué de 2005 à 2014-2016. [13]

**Il est grand temps que les autorités fédérales réagissent afin de régler le prix des cigarettes dans les plus grands marchés du pays.**

Prix affiché le plus bas par cigarette et partie non taxée du prix (ajusté pour tenir compte de l'inflation, 2002=1 \$). Québec 2005-2016 [13]

## Bibliographie

- [1] US Food and Drug Administration, « Tobacco Products. User Fees. » [En ligne].
- [2] Gouvernement de la France , « Loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 (1) ».
- [3] Statistique Canada, « Utilisation des hôpitaux de soins de courte durée par les fumeurs – Une étude prospective », 2009.
- [4] Coalition québécoise pour le contrôle du tabac, Faits saillants, Juin 2015.
- [5] E. Guindon et al. , « Levels and trends in cigarette contraband in Canada » *Tobacco Control.*, 2016.
- [6] Finances Québec. , « L'évasion fiscale au Québec - Sources et ampleur. Études économiques, fiscales et budgétaires », 2005.
- [7] Statistique Canada, « L'économie souterraine au Canada, 2013 » Le quotidien. ,20 juin 2016.
- [8] British American Tobacco , "CORA AIT Strategy. Raising Public Awareness & Demanding Government Action," August 2012.
- [9] International Tobacco Control Evaluation Project , « Tobacco Price and Taxation », 2014.
- [10] Santé Canada, « Affiche présentée au Forum national sur l'avenir de la lutte contre le tabagisme », 2017.
- [11] Données fournies par les détaillants de l'Ontario, 2017.
- [12] Gouvernement du Québec, « Loi concernant la lutte contre le tabagisme, Chapitre L-6.2 ».
- [13] Physicians for a Smoke-Free Canada, « Cigarette prices advertised at retail venues in Ontario and Quebec, 2005-2015. »